

Comité de quartier

Les **comités de quartier** sont des organes d'administration locale, et en période révolutionnaire des outils d'auto-organisation populaire. Leur composition sociale dépend néanmoins de la composition sociale du quartier : ils peuvent être interclassistes, et le sont d'autant moins que la conscience de classe et la pression exercée sur les bourgeois est grande.

Sommaire

- 1 Pendant la révolution russe
 - 1.1 Mise en place
 - 1.2 Extension et radicalisation
 - 1.3 Bolchévisation
- 2 Source

Pendant la révolution russe

Mise en place

Aussitôt après la révolution de Février 1917, le Soviet des députés de Petrograd lance un appel à constituer des comités de quartier, pour regrouper tous les citoyens sans distinction de classe qui voulaient défendre la révolution aux côtés du Soviet.

Des comités se constituèrent dans un certain nombre de quartiers de la capitale (sans lien organisationnel avec le Soviet) entre le début de mars et le début de septembre. Le Soviet des députés se consacrait aux affaires générales ; les comités se voyaient définir une triple mission : assurer l'application des décisions du Soviet, ménager la défense éventuelle de la ville, organiser une vie nouvelle dans les quartiers. Dans la réalité, ce fut cette troisième tâche qui l'emporta, le secrétariat de chaque comité de quartier étant enseveli sous les demandes individuelles : chômeurs, veuves de guerre, mal logés qui s'adressaient aux autorités nouvelles.

Les comités sont aussitôt confrontés à la question de leur statut politique et juridique : avaient-ils le « droit » de réquisitionner des appartements vides, d'organiser un ravitaillement parallèle ? Pour renforcer leur légitimité, les comités souhaitaient établir un lien avec le Soviet des députés. Mais celui-ci refusait : son principe organisationnel était la classe, celui des comités était la résidence.

Même ces instances issues directement de l'auto-organisation se dotent de permanents, à l'image des partis et syndicats. L'historien Marc Ferro nomme ce phénomène la « *bureaucratization par en bas* ». Il décrit par exemple :

« À l'origine, les membres des comités de quartier n'étaient pas des militants professionnels, hormis quelques syndicalistes. Ce

sont des habitants du quartier, qui, en assurant une permanence au local du comité, abandonnent peu à peu leur emploi. Comme ils ne touchent plus leur salaire, l'assemblée du comité de quartier décide de leur allouer une petite indemnité avec l'argent des cotisations du quartier. Le chiffre de 250 roubles est attesté ; il correspond au salaire d'un petit employé. »

Il faut noter en parallèle un phénomène de délégation, qui voit baisser le nombre des participants aux assemblées générales des comités de quartier. Au quartier Peterhof, on passe de 40 présents en moyenne en mars, à 22 en octobre. Au quartier de Petrograd, de 70 environ en juillet à moins de 40 en octobre. Parallèlement, les réunions du Comité exécutif se font de plus en plus fréquentes alors que les assemblées générales que ces responsables convoquent sont de plus en plus espacées : dans un des quartiers, il y en eut 20 en mars, 8 en octobre ; dans un autre, tout juste une réunion par semaine en novembre. L'assistance est plus grêle : 20 personnes au quartier Spasski. Sous-informée, elle ne prend plus part aux discussions ; seuls les membres du Bureau y participent, proposent des motions que l'assemblée vote, ou qui sont adoptées sans qu'elle en ait même connaissance.

Extension et radicalisation

Par un phénomène d'extension horizontale comparable à celui que connaissaient les comités d'usine, les quartiers organisèrent une Conférence inter-quartiers au mois d'avril. Elle se réunit sur l'initiative de soldats, qui, au lendemain de la crise d'avril, jugèrent nécessaire d'organiser la coordination de l'action des comités en cas de réaction militaire. Au nom de tous les quartiers, elle redemanda à participer aux débats du Soviet de Petrograd, même sans voix délibérative.

Les menchéviks, majoritaires, choisirent comme président du Soviet des comités de quartier V. Anisimov (menchévik du Soviet de Petrograd), qui n'était pas membre du comité de son quartier, et donc pas délégué à la Conférence. Le bureau des délégués fait néanmoins la proposition au plénier qui vote par approbation massive. (Les bolchéviks protestèrent quand Anisimov voulut faire participer aux discussions du bureau de la Conférence d'autres membres du Soviet de Petrograd non élus à la Conférence).

La conférence fait également la proposition que deux de ses membres soient délégués auprès du Soviet de Petrograd, mais celui-ci refusa une nouvelle fois, mais surtout pour une autre raison : mécontents de la politique du Soviet de Petrograd, les comités de quartier commençaient à se radicaliser.

Le 23 avril, une assemblée des représentants des comités de quartier a lieu au Palais de Tauride. Elle élit une commission de 10 membres (un par quartier) avec un praesidium composé de V. Anisimov (président), N. Appolonov (vice-président) et M. Apter (secrétaire). Le 25 avril, cette commission décide, à propos de la participation aux élections aux Doumas locales (assemblées municipales officielles) :

« Dans certains quartiers, les partis politiques préparent les élections sans la participation des comités ; dans d'autres, les partis agissent et, indépendamment, le soviet de quartier ; dans d'autres cas encore, seule existe la liste du soviet de quartier ; et dans le quatrième cas, partis socialistes et soviet de quartier forment une liste unique. Après discussion, la commission juge désirable de s'aligner sur la quatrième attitude, de sorte que l'activité partisane n'affaiblisse pas l'autorité du Soviet dans sa lutte contre la liste des KD. »

Les menchéviks et les SR, maîtres des syndicats et des soviets, ignoraient ou freinaient le développement des comités de quartiers et d'usine. Les bolchéviks prenaient au contraire rapidement de l'importance dans ces organes de pouvoir local, et en prenaient la défense. Beaucoup de militants de terrain émergent parmi ces organes, parfois à l'origine simple ouvriers. Les bolchéviks venaient conforter leur rôle en les considérant comme des organes de base du pouvoir révolutionnaire, plus légitimes que les capitalistes et les fonctionnaires de l'État. C'est pourquoi cette couche de militants, dont beaucoup étaient sans parti à l'origine, se rapprochèrent des bolchéviks. L'historien Marc Ferro parle de « *bureaucratisation par en bas* » au sujet des cadres des comités, qui deviennent peu à peu des permanents et tendent à se couper de leur milieu d'origine.

Bolchévisation

Au lendemain des journées de Juillet, au moment de la répression antibolchevik, Anisimov demanda à la Conférence des comités de quartier de « collaborer au désarmement des ouvriers ». Bien qu'il ait expliqué que cette demande visait seulement à prévenir l'intervention des militaires, sa proposition fut rejetée avec indignation. Ce fut la rupture. À la présidence, Anisimov dut céder la place à deux internationalistes (Rappoport, Gorine) et à un bolchevik (Manuilski). Peu après, les bolchéviks renforcèrent leur pouvoir en nommant également Ioffé à la présidence.

Face au Soviet des députés de Petrograd, la Conférence inter-quartiers devenait, elle aussi, un contre-pouvoir. Désormais, étendant ses fonctions, elle se politisa de plus en plus. À une date où, vu l'échec des premières tentatives d'autogestion, la Conférence de Petrograd des Comités d'usine voyait faiblir son autorité, la Conférence des comités de quartier, bien ancrée en milieu populaire, prenait en quelque sorte la relève.

Source

Marc Ferro, *Des soviets au communisme bureaucratique*, 1980